

# LE POUVOIR CENTRAL SOVIÉTIQUE K.-O.

En ratant leur coup d'État au mois d'août, les conspirateurs accélèrent les changements même qu'ils voulaient empêcher.

PAR PAUL MARANTZ

LE COUP D'ÉTAT MANQUÉ EN UNION SOVIÉTIQUE a fait l'effet d'un tremblement de terre dans une région sismique. On avait beau le prédire depuis longtemps, le choc ressenti n'en a pas été moindre. En fait, le coup de force a été un choc précisément parce que l'on en parlait si souvent sans que rien n'arrive – ainsi, en décembre 1990, M. Edouard Chevardnadze en avait évoqué la possibilité en démissionnant de ses fonctions de ministre des Affaires étrangères – que la population avait fini par s'habituer aux pressions souterraines puissantes qui s'accroissaient manifestement le long de lignes de failles bien connues.

Depuis le milieu des années 1980, le conflit se durcissait entre deux forces politiques antithétiques, à savoir : les réformateurs, qui voulaient transformer le totalitarisme soviétique en démocratie pluraliste doublée d'une économie de marché, et les ultra-conservateurs, qui s'accrochaient désespérément à l'ancien régime et à tous les privilèges et pouvoirs qu'il leur conférait.

CE CONFLIT ENTRE RÉFORMATEURS ET CONSERVATEURS tenait à des visions diamétralement opposées du monde. Les premiers bâtissaient leur politique sur plusieurs hypothèses et principes fondamentaux :

- en dépendant trop de la puissance militaire, l'URSS finissait par affaiblir sa propre sécurité. Cette dépendance alimentait la course aux armements, coûtait très cher à l'économie et appauvriissait la population soviétique;
- l'URSS ne pouvait surmonter la crise actuelle qu'en se tournant vers l'économie de marché en allant vers une intégration totale dans l'économie mondiale;
- il fallait cesser d'aborder la politique internationale d'un point d'un vue idéologique. Les pays capitalistes ne devaient pas faire figure d'ennemis. L'Union soviétique devait mettre fin à l'isolement dans lequel elle s'était elle-même enfermée et profiter des plus grandes réalisations de la civilisation mondiale, comme les institutions politiques démocratiques, les règles juridiques visant à protéger les droits fondamentaux de la personne et l'économie de marché; et
- l'URSS devait reconnaître que de nombreuses contraintes limitaient son pouvoir international et accepter de jouer un rôle bien moindre dans le monde.

Au départ, pendant la période allant de 1986 à fin 1988, lorsque M. Gorbatchev a décidé d'ap-

pliquer la *perestroïka* en politique extérieure – décision donnant les coudées franches aux réformateurs pour élaborer leurs propres idées de plus grande portée –, la «vieille garde» est restée silencieuse, comme frappée de stupeur. Dans la bureaucratie communiste et au sein de l'armée, les conservateurs ont mis un certain temps à rompre l'habitude bien enracinée de soumission à la ligne du Parti. Cependant, en 1990, ils ont commencé à remettre en question la nouvelle orientation du gouvernement. En profond désaccord avec les principes clés de la *perestroïka*, ils affirmaient que :

- l'URSS ne devait pas négliger sa puissance militaire. Pour être en mesure de repousser une attaque ennemie et d'exercer l'influence politique qu'il mérite, le pays devait posséder la première armée du monde;
- il fallait protéger le socialisme contre les adversaires intérieurs et extérieurs qui aimeraient le voir démantelé. L'introduction d'un marché capitaliste entraînerait le chaos et accentuerait les souffrances. L'intégration rapide dans le système économique international permettrait à des sociétés étrangères d'acheter les ressources naturelles de l'URSS et de piller son environnement;
- aux États-Unis et dans d'autres pays capitalistes, des éléments puissants restaient viscéralement hostiles à l'URSS. Ils redoublaient d'efforts pour renverser le régime socialiste. La population soviétique devait rester vigilante pour déjouer les complots étrangers; et
- l'URSS devait préserver son statut de grande puissance. Ses dirigeants ne devaient pas humilier la nation en abandonnant des alliés de longue date et en rampant devant l'Occident pour obtenir prêts et aide.

LA JUXTAPOSITION DES DEUX DÉCLARATIONS, CELLE de réformateurs et celle d'un conservateur militant, montre combien le fossé qui sépare ces deux camps adverses est profond. Dans le numéro d'août 1989 d'*International Affairs*, deux universitaires libéraux, MM. Radomir Bogdanov et Andrei Kortunov, rappelaient avec force le programme réformateur :

Quant à notre place sur l'échiquier mondial, elle ne peut, en toute objectivité, que reculer et ce, que nous conservions ou pas un surplus d'armes nucléaires. La raison en est que, sur

bien des plans (structure économique, niveau de vie, espérance de vie, environnement, etc.), nous sommes loin d'être un pays très développé. Notre faiblesse ressortira de plus en plus à mesure que le système mis en place par la Guerre froide disparaîtra, que les relations internationales se démilitariseront et que de nouveaux éléments, non militaires, de la puissance nationale se manifesteront. Évidemment, nous pourrions retarder ce processus inévitable, mais ne ferions-nous pas mieux d'abandonner des symboles désuets du statut international pour nous attacher à rattraper des pays qui nous ont surpassés au cours des dernières décennies ?

À l'opposé, le colonel Viktor Alsknis, qui s'était révélé un des plus farouches adversaires de M. Gorbatchev, déclarait ce qui suit :

En réduisant le budget militaire, nous menons le pays à sa ruine. Nous sommes en train d'essayer de détruire ce que nous avons mis des dizaines d'années à créer, tout ce dont nous pourrions légitimement être fiers. On nous surnommait «la Haute-Volta dotée de missiles», bientôt, nous ne serons plus que «la Haute-Volta».

À LA MI-1990, IL ÉTAIT DE BON TON DANS CERTAINS milieux, tant en Union soviétique qu'en Occident, de mettre une croix sur Mikhaïl Gorbatchev, d'en parler comme d'une relique du passé, comme de quelqu'un qui s'était laissé engloûtir par le flot des événements et qui ne pouvait plus maîtriser la marée montante de l'opposition populaire au régime communiste. Cependant, des développements fin 1990 et début 1991 ont prouvé qu'il était prématuré de le condamner ainsi. La lutte entre les conservateurs du Parti, à droite, et les radicaux réformateurs, à gauche, s'intensifiait, le président de l'Union a continué de naviguer entre les deux camps en tenant fermement la barre.

À peine le coup d'État passé, d'aucuns se demandent ce que l'Occident aurait pu faire pour renforcer le courant réformateur en URSS et ce qu'il devrait faire pour éviter qu'un autre putsch se produise à l'avenir. Malheureusement, ce débat est faussé du fait que l'on ne mesure pas convenablement le poids des forces internes à l'URSS dans le modelage des politiques du pays, ni la difficulté qu'il y a, par conséquent, à essayer d'influer, de l'extérieur, sur les politiques soviétiques. La controverse passionnée du mois d'août sur la réaction de M<sup>me</sup> Barbara McDougall au coup d'État est symptomatique de telles erreurs d'appréciation.